

Paul Magnette : « Il faut l'adhésion des Wallons »

► Le gouvernement wallon a un agenda très chargé pour les six premiers mois de l'année.
► Son ministre-président décline sept ou huit dossiers, la plupart tournés vers l'emploi.

ENTRETIEN

Paul Magnette ouvre son agenda et celui du gouvernement wallon pour les six mois à venir. Confirmation pour le ministre-président : l'emploi reste la priorité absolue.

Dans « L'Echo », Olivier Chastel dit ceci : « J'ai du mal à critiquer le gouvernement wallon, il ne produit absolument rien... » Olivier Chastel vit toujours ? Je n'avais plus de ses nouvelles depuis des mois ! Il y a un président au MR, c'est rassurant...

Mais a-t-il tort ?

Nous avons identifié douze chantiers pour 2015, tous menés à bien. Mais nous sommes victimes de notre propre discipline. A la rue de la Loi, on se dispute tous les jours. Cela crée beaucoup de bruit. En Wallonie, nous entamons 2016 sereinement, avec des dossiers importants.

Mais sur l'emploi, votre priorité, on n'a pas vu beaucoup de choses avancer...

Cela prend du temps parce que nous avons fait le choix de travailler avec les partenaires sociaux. L'idée était d'aboutir début 2016, ce sera le cas. Il reste un ou deux points à trancher sur la réforme des aides à l'emploi : je veux donner la chance à un accord réalisé à 100 % par les partenaires sociaux. C'est un gage d'efficacité. Ce sera aussi fondateur pour la Wallonie, qui est en train de construire son propre modèle social. Nous avons la tradition de la consultation. Aujourd'hui, nous construisons le dialogue social, ce que j'appelle le modèle mosan.

Quel est l'axe fort de cette réforme ?

Une simplification drastique. On a demandé aux partenaires sociaux de regarder les choses sans tabous. Ils l'ont fait, je m'en réjouis. J'ai vécu au fédéral la

difficulté de mettre en place une politique de groupes cibles. En Wallonie, nous ferons des choix clairs, dans la logique des groupes cibles que les partenaires sociaux définissent. Et surtout, on passe d'une trentaine de dispositifs à quatre ou cinq.

Pour privilégier l'activation des demandeurs d'emploi ?

En grande partie. Mais je laisse les partenaires sociaux fixer les curseurs. C'est possible : le degré de confiance qui s'est construit entre Vincent Reuter, Marc Becker, Thierry Bodson et les autres est remarquable. La qualité du dialogue avec le gouvernement est excellente.

Un patriotisme économique wallon serait-il en train d'émerger ?

Un entrepreneur flamand fait tout pour prendre des fournisseurs flamands. En Wallonie, ce n'est pas le cas. Un réflexe économique wallon est nécessaire, d'autant qu'avec le cours de l'euro, les taux d'intérêt et le prix du pétrole, tous les astres sont alignés favorablement. Dans ce cadre, cette grande réforme des aides à l'emploi est essentielle, mais la mise en place sera graduelle.

Quand le contrat d'insertion

pour chaque jeune sera-t-il mis en œuvre ?

Le 1^{er} janvier 2017, comme la réforme des aides à l'emploi. Cela devrait concerner 7.000 jeunes par an. Un jeune qui n'est pas rentré dans le marché du travail s'entise dans le chômage, dans la déglincue morale et parfois psychique. Le contrat d'insertion n'est pas de l'assistanat. L'espoir est que le jeune, qui a travaillé pendant un an, soit devenu précieux pour son employeur.

Le modèle mosan s'appliquera-t-il à la création de l'assurance autonomie ?

Les partenaires sociaux auront un rôle à jouer dans les politiques de la nouvelle Agence pour une vie de qualité. La société doit être impliquée dans la transition que vit la Wallonie. Et cette réforme est très importante : il s'agit de créer un morceau de sécurité sociale wallonne, disons-le. Il faut obtenir

l'adhésion. C'est ce qui manque souvent à la Wallonie. Tout le monde reconnaît que nous avons une stratégie, mais l'adhésion, c'est autre chose. Nous voulons construire ce tiers secteur de l'aide à la personne qui est porteur d'emplois. Nous avons une vision stratégique.

D'autres priorités en vue de l'été 2016 ?

Nous allons développer une stratégie de revitalisation commerciale pour les centres urbains. On dira encore que c'est un plan. Mais pour moi un plan, c'est viser le long terme et l'action coordonnée, j'assume. Et puis il y a l'agriculture, en concentrant l'effort sur les jeunes. Il faut les aider à s'installer en réformant la maîtrise du foncier. Je pourrais encore citer le plan « Infrastructures », le décret sur les rémunérations publiques. Il y aura aussi un gouvernement spécial Climat, au printemps. La Wallonie est déjà un des meilleurs élèves d'Europe en matière de recyclage, de traitement des eaux, d'agriculture biologique, de distribution de produits écologiques dans les grandes surfaces, mais on peut faire mieux. On va cartographier tout ça, voir où on a des leviers pour donner des coups d'accélérateur. En associant la population.

Vous n'avez pas évoqué, dans les dossiers du semestre, les transferts de compétences en provenance de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Vous ne voulez pas fâcher davantage Rudy Demotte ?

Rudy et moi, on a toujours eu un dialogue là-dessus. Je veux simplement ouvrir la discussion, mais pas ce semestre-ci. On doit d'abord uttérir, d'ici juin, sur la consultation populaire, les règles de cumul, et d'autres éléments de gouvernance. Mais ce serait bien qu'à partir de septembre, on crée une nouvelle commission au parlement, où l'on puisse examiner toutes les compétences, sans tabou, et se demander où il serait plus cohérent de les exercer. Et cela peut aller dans les deux sens ! Mais attention, pas de réforme de l'Etat. Le MR fait une erreur, ce serait donner un cadeau à la N-VA ! ■

Propos recueillis par
ÉRIC DEFFET
et VERONIQUE LAMQUIN

ARMES

« Notre législation est une des plus strictes au monde »**Combien de licences pour l'Arabie saoudite ?**

Pour le moment, aucune. C'est normal qu'il y ait un débat, c'est sain. Je vous avoue que je débats avec moi-même sur des sujets comme ceux-là. On rêve tous d'un monde où il n'y a plus de guerre et où il n'y a plus d'armes. Mais le monde n'est pas comme ça. Presque tous les pays produisent et vendent des armes, on n'est pas une exception. On le fait dans un double contrôle. Un, l'Europe fixe la liste des pays

dits sûrs et stables. J'ai d'ailleurs demandé récemment, après les événements au Yémen, qu'on réexamine la situation de l'Arabie saoudite. Deux, il y a le contrôle wallon : l'Arabie saoudite est sur la liste des pays vers lesquels on peut exporter, mais ce n'est pas pour ça qu'on dit oui à toutes les demandes.

Vous en avez déjà refusé ?

Je pense que, depuis que je suis là, je n'en ai pas reçu que j'ai dû refuser. On ne vend, nous, qu'à des autorités publiques, pas à des groupes privés, ce qui n'est pas le cas d'autres pays. Et on ne vend que quand on connaît l'utilisateur final. Avec des procédures de contrôle, des interdictions de vendre à d'autres. La légis-

lation wallonne est une des plus strictes au monde. Quand elle a été votée, avec Ecolo, le MR a voté contre, en disant qu'elle était trop stricte, et donc mauvaise pour l'économie wallonne. Je pense qu'on a trouvé le bon équilibre entre intérêt économique et défense des intérêts géopolitiques et des droits de l'homme. Que les Flamands adoptent une législation aussi restrictive que la nôtre et après on pourra voir qui est le plus éthique des deux ! Enfin, je rappelle que la Belgique est dans une coalition contre Daesh avec l'Arabie saoudite. Si c'est notre allié, ça n'a pas de sens de ne pas lui vendre d'armes.

V.L.A.

parti « Le PS avait besoin d'un moment de pause »

Vous vous préparez à la fin de la Belgique pour 2025 ?

Non, pas du tout. La fin d'un pays ne peut advenir qu'avec un accord global.

Vous ne craignez pas que d'autres partis rejoignent la N-VA ?

Non. Eux, c'est leur raison d'être. C'était pas mal que M^{me} Homans le rappelle parce qu'on entend que la N-VA se normaliserait... Eh bien non, il n'y a pas de normalisation, la N-VA veut toujours la fin de la Belgique pour dans moins de dix ans.

Faut-il inscrire la laïcité dans la Constitution ?

Oui. Même si je pense que l'essentiel a été fait. La Belgique était un pays de tradition catholique, il y avait donc encore des marques de sa religion dominante dans son protocole d'Etat, comme les crucifix, ça n'allait pas. Cela a été nettoyé.

En mars 2015, vous faisiez le constat, dans ces colonnes, d'une gauche « incontestablement en crise ». Un an plus tard, c'est pire ?

Oui et non, il y a quand même quelques signes positifs et importants. Au Portugal, en Espagne.

C'est qui la gauche aujourd'hui : Valls, Montebourg, Macron ?

C'est cette diversité. La France a le panoplie de toutes les gauches.

Et qui a raison ?

Je ne pense pas, en politique, qu'on ait raison. Ce qui fait la beauté de la politique, c'est la diversité des opinions. Moi, j'ai demandé une grande engueu-

lade de la gauche, je l'ai dit aux principaux responsables du socialisme européen : réunissons-nous et engueulons-nous une bonne fois pour toutes. Et puis réconcilions-nous sur une ligne de compromis.

Entre Tsipras et Valls, l'engueulade...

La gauche a besoin de ça ! La gauche a toujours eu une tendance réformiste - on va au pouvoir pour réformer la société. Et une tendance puriste - on a raison tout seul. Aujourd'hui, il y a une nouvelle voie, en plus de la gauche sociale-démocrate, socialiste et de la gauche radicale : des nouveaux partis de gauche, comme au Portugal, en Espagne.

Et l'avenir du PS, il est sur quelle voie ? Ne trouvez-vous pas qu'on ne voit pas quelle est la ligne du PS ?

Si. Parce que, volontairement, on est dans un moment d'introspection. Les partis, comme les individus, ont besoin de ça.

Est-ce qu'il ne dure pas un peu trop ?

Non, on s'est donné un timing : 18 mois. On travaille sur le temps de travail, l'économie numérique, le climat, l'identité wallonne et l'identité bruxelloise...

Mais un parti comme le PS ne peut-il à la fois mener ce travail et être davantage présent dans les débats ?

Vous nous trouvez absents de quels débats ?

Les débats fédéraux ?

Vous nous trouvez absents des débats fédéraux ? Ah bon ? T'iens... On nous accusait d'être trop présents ! Je ne suis pas d'accord.

Dites-nous les trois débats sur lesquels le PS a imprimé sa marque...

Dites-moi, vous, à l'inverse, les débats auxquels vous songez.

La SNCB ?

Oui, peut-être. Peut-être que c'est tellement évident que nous défendons les services publics... Mais je reste surpris par votre jugement. Qu'on soit en tonalité basse sur les grands thèmes idéologiques, je le reconnais. Parce qu'on est en introspection, on se pose plein de questions. C'est une des fondations idéologiques les plus importantes de notre histoire. Et on est dans une société où tout va trop vite, où on ne réfléchit plus. Le PS avait besoin d'un moment de pause.

L'actualité n'attend pas. N'est-il pas dommage que le PS ne se soit pas exprimé davantage sur les réfugiés ?

Peut-être. Je me suis exprimé en tant que ministre-président, j'ai dit que tout réfugié était un Wallon. C'est un sujet très important sur lequel on ne doit pas avoir la moindre ambiguïté. Et j'entends votre message, je le relaierai. Je ne le percevais pas comme ça, mais peut-être que vous avez raison, au niveau de la perception.

Les sondages vous inquiètent ?

Oui. Mais, honnêtement, le climat est, pour nous, le pire qu'on puisse imaginer : terrorisme, sécuritaire...

Elio Di Rupo est toujours l'homme de la situation ?

Oui ! ■

Propos recueillis par
V.La

ANALYSE

Un modèle et une méthode

D'entretien en entretien avec la rédaction du *Soir*, Paul Magnette reste fidèle au modèle social mosan qu'il veut construire pour la Wallonie et à une méthode de travail raisonnée, sans coups d'éclat excessifs, qui ne pourra être jugée qu'en fin de législature.

Le modèle ? Le ministre-président voit dans les travaux des partenaires sociaux sur les aides à l'emploi le meilleur plai-

doyer pour une Wallonie qui redresse la tête en privilégiant le dialogue social. Et mieux, même, l'implication des corps régionaux intermédiaires dans la construction des grandes réformes et des mesures structurelles : pacte pour l'emploi, mais aussi plan Marshall, création d'une assurance autonomie, réforme de la fonction consultative... Impliquer syndicats et patrons, mais aussi universités ou mutuelles, c'est obtenir ce qui manque à la Wallonie, selon Magnette lui-même : l'adhésion de la société. La méthode ? Le Carolo ne déroge pas à

la feuille de route adoptée par le gouvernement. On lui reproche l'abus de plans en tous genres ? Il réplique par la nécessité de progresser dans l'ordre. Il assume le temps mis à instruire les dossiers (2015) et promet des mesures concrètes (2016). On déplore une forme de discrétion ? Il avoue travailler dans l'ombre, par souci d'efficacité : « *J'ai vu tous les banquiers. Ils reviennent vers moi avec des propositions très concrètes pour investir davantage dans l'économie wallonne.* » Modèle et méthode performants ? Il faudra tirer le bilan en vue des élections.

E.D. ET V.L.A.